



rapport
annuel 2008

GREA

Groupement romand d'études des addictions

*« Il ne faut pas trop se hâter de juger les hommes,
il faut leur faire crédit jusqu'à l'absurde, jusqu'à la lie. »*

Antonin Artaud

rapport annuel 2008

Billet de la Présidente 4

Les plateformes du GREA 5

- Plateforme adolescents et addictions
- Plateforme alcool
- Plateforme romande genre et dépendances
- Plateforme hors-murs
- Plateforme jeu excessif
- Plateforme nightlife
- Plateforme prévention
- Plateforme réduction des risques

Les formations 8

- Les formations du GREA

L'invitée: Anne-Claude Demierre 9

Mandats et projets 10

- Fordd
- Alcochoix+
- Jeu pathologique
- Réalisation d'une brochure sur la réduction des risques
- "Best practices" dans le domaine nightlife
- Film "dépendances"

Eclairage: Beyond 2008 11

Coordination et représentation 12

- Communication
- Partenariats
- Engagement politique au niveau national

Commentaire: Barbara Broers 14

Représentation internationale 15

- Travaux sur la révision de la politique des Nations Unies sur les drogues
- CND: Commission des stupéfiants

Perspectives 16

- Responsabilité politique des professionnels
- Nouveaux besoins et nouvelles prestations
- Politique intégrée des addictions
- Vers des changements importants sur l'alcool
- Un réseau fort en lien avec l'extérieur

Finances 17

Billet de la Présidente



L'année 2008, vous le savez, a été fortement marquée par les questions politiques. L'adoption du nouveau Programme National Alcool par le Conseil fédéral, l'initiative sur le chanvre et enfin le référendum sur la LStup. Si tous ces objets nous ont occupés en 2008, nous devons souligner l'implication importante du GREA dans la campagne sur la LStup. Nous pouvons, je crois, être assez fiers du travail accompli en tant qu'organe de coordination pour la Suisse romande. L'animation du réseau professionnel, la mobilisation de partenaires, la mise en place d'un site Internet, le développement d'argumentaires, la mise à disposition d'un matériel de campagne mais, aussi, la coordination du travail au niveau national avec le Fachverband Sucht ont été efficaces. L'organisation de nombreux événements sur le terrain, la mobilisation forte des professionnels ont, sans aucun doute, eu une incidence positive sur le résultat des urnes. Je dois ici souligner l'excellence du travail de notre secrétariat qui, avec conviction, a su se montrer à la hauteur de l'événement.

Lors du 40e anniversaire du GREA, la Conseillère nationale Anne-Catherine Menétrey s'interrogeait sur l'absence de visibilité du réseau professionnel dans les questions des politiques drogue de ce pays. Eh bien, cette fois, nous avons répondu présents et avons défendu avec détermination la politique des quatre piliers, puisque celle-ci nous permet de mettre en place des projets et de promouvoir ce qui est essentiel pour nous, soit la qualité et la diversité des prises en charge, la défense des usagers et de leur droit inaliénable à la citoyenneté.

Mais, cette victoire est celle de tout le réseau addiction, soudé comme jamais sur cet objet. Elle n'a été possible que par l'engagement de tous et le génie local qui a permis la multiplicité et la diversité des actions pour faire entendre la voix des professionnels.

Nous avons en 2008, outre les questions politiques, continué le travail ordinaire du GREA, avec ses plateformes et ses formations. Nous avons également pour-

suivi le pilotage du Programme Intercantonal de Lutte contre la Dépendance au Jeu, en accueillant, pour assumer cette coordination, Frédéric Richter qui est venu avec toutes ses compétences renforcer notre équipe.

Nous avons également publié le manuel Alcochoix+ adapté à la réalité romande, ce qui nous permet d'aller de l'avant dans le programme sur la consommation contrôlée d'alcool.

La revue Dépendances co-éditée avec l'ISPA a, vous l'aurez sans doute constaté, fait peau neuve en 2008. Si l'emballage change, les contenus restent toujours de même facture et cette revue est pour nous indispensable afin de permettre la poursuite de la réflexion et la mise en perspective de problématiques spécifiques et intéressantes pour nos pratiques professionnelles.

Le développement du GREA, ces dernières années, s'inscrit dans une dynamique constructive et fait de notre association un élément important du paysage suisse des addictions.

Mais, ceci n'est possible que grâce à votre soutien et à la confiance que vous nous accordez, ainsi qu'à la diversité de nos partenariats avec l'ensemble des structures présentes dans le champ des addictions, avec lesquelles nous travaillons pour promouvoir la qualité de nos interventions respectives. Un grand merci à tous !

*Viviane Prats
Présidente du GREA*

Les plateformes

Le GREA propose aux professionnels des espaces de dialogue et d'échange à travers ses plateformes. Celles-ci sont ouvertes aux professionnels, qu'ils soient membres ou non du GREA. L'objectif est double: stimuler la transmission d'informations entre les différentes professions et régions de Suisse romande et favoriser la réflexion sur les thèmes en lien avec les addictions.

Huit plateformes ont été actives en 2008. Une nouvelle plateforme a également été mise sur pied, elle commencera à se réunir en 2009, il s'agit de la plateforme « Prisons ».

Plateforme Adolescents et addictions

Coordination : Isabelle Philippe (trans-AT, Jura) et Patrice Charpentier (Fondation du Levant, Lausanne)

La plateforme Adolescents et addictions réunit des professionnels de presque tous les cantons romands avec une bonne représentativité des diverses professions qui travaillent dans le domaine de l'addiction.

Nous avons précisé, affiné les thèmes de réflexion élaborés la première année. La PF s'est fixée comme but de fournir un cadre de réflexion aux professionnels qui travaillent avec des adolescents ayant un problème lié à des consommations de substances ou autres problèmes de type addictif. L'idée étant de pouvoir dégager des lignes directrices qui permettent d'organiser notre travail de manière plus cohérente et efficace, de pouvoir communiquer sur ce que nous faisons et le défendre au niveau politique. Quelques points se dégagent aujourd'hui de nos réflexions :

- La fraction jeune de la population qui a une

problématique spécifique se situe entre l'adolescence stricto sensu et les jeunes adultes. Dans ce cadre, il n'est pas cohérent de mettre une limite d'âge à 18 ans.

- Il est nécessaire de se situer dans une approche contextuelle (contexte familial et social de l'adolescent, contexte de la consommation, réseau des professionnels) pour travailler avec les adolescents.
- Il y a un vide en Suisse romande concernant la prise en charge résidentielle ou semi-résidentielle des adolescents.
- Il y a peu de mandats spécifiques pour la prise en charge des adolescents dans les institutions romandes.

Plateforme Alcool

Coordination : Rose-Marie Notz (FVA, Lausanne)

La coordination de ce groupe de travail a changé de mains en septembre et a été confiée à Rose-Marie Notz de la Fondation Vaudoise contre l'Alcoolisme (FVA). Pendant plusieurs années, c'est René Allemann de la Fédération genevoise pour la prévention de l'alcoolisme (FEGPA) qui a animé ce groupe avec enthousiasme.

Parmi les sujets abordés en séances :

- La journée nationale sur les problèmes liés à l'alcool: « Alcool: risques de dérapage »
- L'implantation du programme Alcochoix+

- La question des spécificités et des similarités des plateformes du GREA entre elles et de la nécessité de valider la pertinence des regroupements aujourd'hui
- L'organisation d'une journée sur le thème des jeunes et de l'alcool. Ce colloque, agendé pour 2009, sera réalisé en collaboration avec les plateformes Ados, Prévention, TSHM et Nightlife sous le titre «Jeunes et alcool, un cocktail explosif?».

Plateforme romande Genre et Dépendances

Coordination: *Valérie Dupertuis (Rel'ier, Lausanne)*

En 2008, la plateforme a poursuivi ses discussions et échanges autour de projets romands en privilégiant l'approche genre. Les thématiques abordées ont été :

- La situation des femmes marginalisées et du logement, à partir de deux recherches romandes.
- L'intervention spécialisée auprès d'adultes toxicodépendants ou en grande difficulté (Equipe mobile en Addiction et parentalité – HUG).
- La construction d'un groupe de parole avec des

mères de jeunes consommateurs ou en difficulté (Rel'aids, Association du Relais – Vaud).

- La consommation contrôlée, présentation du programme Alcochoix+ (Centre Neuchâtelois d'alcoologie).

La promotion de l'approche genre est au cœur des préoccupations de la plateforme et nos activités se poursuivent dans ce sens.

Plateforme Hors-murs

Coordination: *Vincent Artison (SASJ, Yverdon)*

En plus des « habituels tours des régions », les problématiques qui ont animé les travaux de la plateforme Hors-murs en 2008 concernent :

- Une place de plus en plus réduite pour les jeunes dans la société
- Faire face à une volonté politique de déplacer les populations
- Les installations de systèmes de vidéo surveillance

De nombreux TSHM sont le plus souvent au cœur des processus communautaires, dans les communes, en direction des jeunes principalement. L'accompagnement individualisé est très contraignant en temps de travail avec des publics en rupture face, notamment, à une société qui instaure de plus en plus de mesures de contrainte.

Une journée de réflexion et de travail a été organisée par la plateforme Hors-murs le 8 septembre 2008. Nous avons accueilli près de 150 participants au Château d'Yverdon-les-Bains. Cette journée a répondu aux attentes, notamment au désir de promouvoir le Travail Social Hors-Murs (TSHM), et plus particulièrement ses conceptions, son inscription politique et les conditions de sa réalisation, ainsi que diverses actions. Des actes de cette journée sont disponibles sur le site du GREA.

La plateforme Hors-murs a également intégré, en novembre 2008, le « réseau international du travail de rue ». Un des buts de ce réseau international est d'élaborer un guide méthodologique du travail de rue.

Plateforme Jeu excessif

Coordination: *Yaël Liebkind (Rien ne va plus, Genève)*

La rencontre des professionnels des cantons romands et suisses qui interviennent dans le domaine du jeu excessif vise à favoriser l'échange d'expériences, de pratiques, de savoirs. Elle permet la mise en évidence des besoins spécifiques de chacun. Grâce à la représentation de Monsieur Tazio Carlevaro pour le Tessin et de Monsieur Cyrill Gerber pour la partie Suisse alémanique, une liaison s'opère sur le plan global autour des questions communes.

Les thèmes ébauchés en 2008 autour de la prévention, de l'intervention auprès des proches, de l'adhésion et du maintien au traitement débouchent sur une réflexion plus fondamentale: comment améliorer l'articulation

entre la « prévention » proposée par les opérateurs de jeu et le réseau de soins ?

Faire le lien avec le questionnement sur l'adhésion au traitement et une collaboration plus intense avec les opérateurs de jeu nous semble nécessaire. La formation des dépositaires « Tactilo » est le second des axes que nous souhaitons renforcer, afin d'améliorer la prévention auprès des joueurs ne pouvant pas bénéficier d'une interdiction. La population des jeunes et leur relation à la mode Poker, à l'accessibilité des NTIC, jeux en réseau et Internet restent au cœur des échanges.

Plateforme Nightlife

Coordination : *Thierry Humair (CAPTT, Fleurier)*

La plateforme fonctionne comme lieu d'information et d'échange de pratiques. Un rapprochement avec le groupe Prévenfête s'est effectué sous l'égide de Radix Lausanne. Une fusion entre les deux groupes est sérieusement envisagée.

La plateforme est composée de représentants de tous les cantons romands, à l'exception du Valais. Elle

compte en son sein aussi bien des associations actives sur le terrain (CAPTT, Croix Bleue, Espace Prévention, FEGPA, Fondation Contact Tavannes, FVA, Première Ligne, REPER, trans-AT) que des instituts de recherche (IUMSP) ou de coordination (Rel'ier). Elle est à l'origine de la Coordination nationale Nightlife qui se réunit une fois par année à Bienne.

Plateforme Prévention

Coordination : *Geneviève Praplan (ISPA, Lausanne)*

Durant l'année écoulée, la plateforme Prévention du GREA s'est rencontrée à six reprises. Elle a échangé, entre autres thèmes, sur la révision de la LStup ; la problématique du binge drinking ; la posture éducative citoyenne, qui ne se définit pas comme une attitude bienveillante à l'égard des jeunes, permettant d'exprimer des repères éducatifs tels que valeurs, règles, contraintes, qui ne disqualifient personne. Ce projet est sur le point de se concrétiser. La plateforme Prévention, par son sous-groupe de travail, semble en effet se diriger vers

l'attribution d'un prix d'encouragement à une attitude éducative citoyenne.

Chaque canton romand est représenté dans la plateforme Prévention, ce qui en fait un lieu privilégié d'échange de pratiques. Avec l'appui du secrétariat, la plateforme a organisé une journée de formation avec le concepteur de l'approche expérientielle, Monsieur André Therrien, psychosociologue québécois, sur le thème: «Le plaisir et l'expérience: deux atouts pour la prévention».

Plateforme Réduction des Risques

Coordination : *Isabelle Weigand (Rel'ier, Lausanne)*

Les échanges de la plateforme Réduction des Risques ont porté sur les thèmes suivants:

- limites des interventions de la RdR
- précarisation croissante de certains individus et prises de risques encourus
- mise en place de la campagne HepC d'Infodrog
- pratiques respectives dans l'échange/vente de matériel

La journée de réflexion « 20 ans de réduction des risques en Suisse » initialement prévue pour l'automne 2008 a été repoussée afin de permettre un engagement maximum du GREA et de ses adhérents dans la campagne sur la LStup.

Le travail sur l'argumentaire développant la notion de réduction des risques a abouti, mais a également connu un retard dans sa publication pour les mêmes raisons.

LES FORMATIONS

Les formations du GREA

Responsable : *Isabelle Girod*

En 2008, l'offre de formation du GREA a permis le perfectionnement de 465 personnes. L'offre a pu toucher de nouveaux publics, une formation a notamment été faite sur mesure pour les juges de la magistrature genevoise. Par ailleurs, le cycle de formation sur le renforcement des compétences relationnelles, qui est au programme depuis plusieurs années, rencontre un succès constant et permet ainsi de s'adresser à un public plus engagé dans l'administration, l'accueil ou les secrétariats.

MODULES ET JOURNEES DE FORMATION CONTINUE ORGANISEES PAR LE GREA

- Travailler avec les émotions, 2 jours
- Surconsommation de cannabis: repérer et traiter, 2 jours
- Addictions et travail sous contrainte, 3 jours
- Entretien motivationnel, 3 jours
- Prise en charge des addictions sans substance, 3 jours
- Réduire les risques, 3 jours
- Alcochoix+, programme de consommation contrôlée, 2 jours
- Gouvernail, 3 jours
- Gestion expérientielle, 2 jours
- Case Management, 2 jours
- Alcool et relation d'aide, 2 jours
- Entretien motivationnel, 3 jours
- Hyperactivité, 2 jours

JOURNEES ORGANISEES AVEC LES PLATEFORMES

- Le 8 septembre, la plateforme Hors-murs a organisé une journée sur le thème «Travail social de proximité et société aujourd'hui. Construire un métier en pleine évolution: un défi politique?», journée qui a rencontré un vif succès (150 participants) et dont les actes sont à disposition sur le site du GREA
- Le 13 novembre, 25 personnes se sont rassemblées pour réfléchir à la question « Le plaisir et l'expérience : deux atouts pour la prévention ? ».

CONFERENCES ET COLLOQUES

- Le 30 avril, le colloque de l'Assemblée générale 2008 a abordé la question du lien entre « Précarité et addictions. Les axes de la nouvelle politique sociale et leurs conséquences dans le domaine des addictions ».
- La journée sur les Neurosciences du 27 janvier 2008 a rassemblé une centaine de personnes à Genève et a permis un échange interprofessionnel sur ce champ passionnant d'investigation.



Madame Anne-Claude Demierre,

Conseillère d'Etat du Canton de Fribourg

« La drogue est le nomadisme de l'exclu »

Jacques Attali

La problématique des addictions est une préoccupation constante des pouvoirs publics. De nombreuses personnes ne se reconnaissent plus dans notre société, dont les valeurs fondamentales de solidarité sont bien trop souvent balayées par l'argent, la compétitivité et l'individualisme à outrance. Certains n'y trouvent plus leur place et s'en échappent. D'autres veulent vivre cette réalité en la regardant à travers le prisme des artifices. Certains s'en sortent. Mais d'autres chutent.

De cette perte de contrôle peuvent découler pour ces personnes fragilisées, pour leur entourage et pour la société, des problèmes physiques, psychiques, sociaux ou économiques importants. La politique en matière de dépendances a pour buts d'empêcher ces problèmes de surgir et de diminuer leur étendue s'ils sont déjà existants.

En novembre 2008, le peuple suisse a réaffirmé sa confiance dans la politique pragmatique des quatre piliers que sont la prévention, la thérapie, la réduction des risques et enfin la répression et la régulation du marché. Pour la mise en œuvre de cette stratégie, nous avons besoin de vous. Car ce n'est bien qu'ensemble, avec vous toutes et tous, professionnels de la santé et du social, que nous pourrons progresser encore davantage dans ce long combat contre les addictions et limiter leurs dommages humains, sociaux, sanitaires et économiques.

Je salue à ce titre le rôle central que joue l'association romande des professionnels du domaine des addictions, le GREA, dans son travail de promotion de la prise en compte des problèmes de dépendances et d'amélioration de la qualité des interventions. Grâce à ses hautes compétences, votre groupement contribue à améliorer nos connaissances et à dessiner les contours des politiques publiques de demain.

Année après année, depuis 1964, vous avez su développer de nouvelles stratégies en vous adaptant constamment à l'évolution et aux nouveaux besoins en matière d'addictions. Vous avez toujours apporté des réponses claires et réfléchies, en offrant aux professionnels romands de nouveaux outils d'action et de prévention. Pour tout cela, pour votre humanité et votre engagement au service des exclus et des plus faibles d'entre nous, j'aimerais simplement vous dire merci.

L'invitée



Mandats et projets

FORDD

La première volée du CAS interprofessionnel en addictions a permis à 11 étudiants d'obtenir leur certificat. La remise a donné lieu à une cérémonie qui s'est déroulée à Lausanne dans les locaux de l'Eesp, suivie d'une conférence de M. Serge Tisseron. La volée 2008-2009 est composée de 20 personnes (10 du domaine social, 2 psychologues et 8 infirmières).

La Fordd a également pour mandat la mise à jour du portail d'information sur les formations en addictions en Suisse romande. Ce portail, géré par la Fordd, l'EWS et Infodrog, est en fonction depuis le début 2008. Vous pouvez le consulter sur www.formationaddiction.ch. L'année 2008 marque aussi le lancement du chantier pour la réalisation d'un DAS (Diploma of Advanced Studies) qui pourrait venir compléter le CAS.

Nous profitons de remercier les partenaires qui contribuent activement au succès de ce certificat. Ce dernier reste un peu une particularité dans le monde de la formation continue des HES dans la mesure où c'est le seul cursus certifiant qui soit porté à la fois par les HES, les professionnels et soutenu par l'OFSP.

ALCOCHOIX+

L'année 2008 aura vu la sortie du manuel Alcochoix+ adapté pour la Suisse romande. Au mois de mai, le programme a été lancé officiellement par une conférence de presse et une conférence publique donnée par les deux figures emblématiques des débats sur la consommation contrôlée, Linda et Mark Sobell. Leur contribution déterminante, fournie sur ce thème à partir des années 80, a permis les développements que nous connaissons aujourd'hui au niveau mondial. Cet événement a été organisé en collaboration avec le Centre de Traitement en Alcoologie (CTA - CHUV) et l'Unité d'alcoologie (HUG).

Quatre modules de formation ont eu lieu entre octobre 2007 et septembre 2008. Au total 105 professionnels ont été formés. Alcochoix+ est aujourd'hui proposé dans tous les cantons romands (www.alcochoix.ch).

Une évaluation du programme sera mise sur pied pour 2009.

JEU PATHOLOGIQUE : Le Programme Intercantonal de Lutte contre la Dépendance au Jeu - PILDJ

En 2007, le GREA a reçu, de la part des six cantons romands, le mandat de coordination du nouveau Programme Intercantonal de Lutte contre la Dépendance au Jeu (PILDJ). La première phase de ce mandat s'étend jusqu'à la moitié de 2009.

L'année 2008 aura donc été une importante étape d'installation du PILDJ.

Voici brièvement décrites les activités du PILDJ réalisées en 2008:

- **Site Internet www.sos-jeu.ch et communication**
Selon une ligne graphique, créée pour l'ensemble des supports visuels du programme, un portail Internet a été mis en ligne. Le PILDJ a été lancé au printemps 2008 en Suisse romande par le biais de conférences de presse dans tous les cantons, ces dernières ont été abondamment relayées dans les médias.
- **Brochure informative**
Une brochure informative a été distribuée en Suisse romande (10'000 ex.) dans les services concernés et les endroits sensibles.
- **Etude romande sur le jeu**
Une des premières mesures prises par le programme a été de commander une étude scientifique sur le jeu : «Approche multidimensionnelle des jeux de hasard et d'argent». Cette étude, réalisée par l'ISPA et l'IUMSP, verra le jour en été 2009.
- **Ligne téléphonique gratuite 0800 801 381**
Le PILDJ a créé une ligne de téléphone gratuite et anonyme destinée à l'information et à l'orientation des joueurs et des proches concernés par les problèmes de jeu excessif. L'association *Rien ne va plus* a reçu mandat de la part du GREA de gérer ce projet.
- **Cours de sensibilisation sur le jeu excessif**
Afin de favoriser la détection précoce des joueurs problématiques, le programme a mis en place une formation pour sensibiliser les professions potentiellement en contact avec des joueurs.
- **Programme de traitement par Internet**
Un programme de traitement du jeu par Internet a été développé aux HUG (Genève) grâce au soutien du PILDJ.
- **Campagnes de presse**

Mis à part l'étude romande et la campagne de presse, ces activités sont des prestations engagées sur le long terme. Pour gérer ces processus le GREA collabore étroitement avec les cantons romands qui valident les projets du PILDJ. Le GREA s'appuie également sur un groupe d'experts, spécialement constitué pour suivre les activités du PILDJ.

Ce mandat à *l'intercantonal* est une première dans le champ des addictions. Le GREA joue le rôle de trait d'union entre les cantons, les centres spécialisés, les opérateurs de jeu, les autorités fédérales et la population. En permettant une articulation entre les politiques cantonales et supra cantonales, ce programme montre tout l'intérêt de réunir les forces dans une approche régionale des dispositifs addictions.

REALISATION D'UNE BROCHURE SUR LA REDUCTION DES RISQUES

La plateforme RdR a travaillé en 2008 sur un projet de brochure explicative sur la réduction des risques destinée au grand public. De quoi s'agit-il? Comment cela fonctionne-t-il? Quelles sont les fausses croyances souvent associées à cette prestation? Voilà les questions auxquelles la brochure tente de répondre. Le GREA, en collaboration avec Infodrog, souhaite la diffuser largement en 2009.

«BEST PRACTICES» DANS LE DOMAINE NIGHTLIFE

Un partenariat avec les centres de prévention de Suisse romande, regroupés dans la plateforme Nightlife du GREA, l'ISPA et Radix, a donné lieu à une enquête sur la prévention dans les manifestations et en milieu festif. 13 organisateurs (festivals, clubs, etc.) et 16 représentants des autorités (politiques, polices locales, administration délivrant les patentes, etc.) ont été interviewés, ce qui a permis de mettre en évidence les critères sélectionnés par les autorités lors de l'attribution des patentes. En parallèle, les professionnels de la prévention ont émis une liste de recommandations (« best practices ») basées sur ce qui existe (chartes, etc.) et ce qui devrait être mis en œuvre.

FILM « DEPENDANCES »

Un film documentaire issu d'une collaboration entre Jean-Dominique Michel, IDIP Film et le GREA a été réalisé en 2008. Laisant la parole uniquement aux personnes concernées, qui décrivent leur expérience de vie avec et sans produits, ce film offre un outil novateur pour aborder le thème des addictions tant au niveau des professionnels que du grand public. Ce film sera présenté au public et disponible pour les professionnels en été 2009.

Beyond 2008

Soucieux d'intégrer la société civile aux travaux de révision des 5 plans d'action adoptés à l'UNGASS en 1998, l'ONU a créé «Beyond 2008», un processus mondial visant à associer la société civile aux réformes en cours. Après 7 réunions régionales, la réunion finale a eu lieu à Vienne, du 7 au 9 juillet. Le GREA y représentait les professionnels suisses. Lors de débats parfois houleux, la notion de réduction des méfaits a été souvent au centre des enjeux. Cependant, devant la largeur du front des «pragmatiques», des compromis ont pu être trouvés et un texte a ainsi pu être adopté, par consensus, par toutes les associations mondiales qui s'occupent d'addictions (300 organisations représentatives oeuvrant sur les cinq continents).

Ceci est un résultat remarquable, compte tenu de la variété des contextes idéologiques, économiques, religieux et institutionnels dans lesquels ces structures travaillent. Pour le GREA, il est également encourageant de voir que nos positions sont partagées par une grande majorité d'acteurs de terrain, partout dans le monde.

Bien que les préoccupations soient fort différentes dans le monde, on retrouve dans ce texte quelques-uns des principes fondamentaux de la charte du GREA, conférant aux valeurs contenues dans cette dernière un caractère quasi-universel. On peut mentionner notamment les points suivants :

- Respect des droits de l'homme et de la personne
- Cohérence dans les politiques publiques sur les questions de drogues
- Importance des traitements, de la prévention et de la réduction des risques dans toute stratégie de gestion des consommations de drogues
- Fondements scientifiques et non idéologiques ou moraux de l'action en matière de drogues
- Nécessité de tenir compte des facteurs culturels et sociaux
- Légitimité des approches de réduction des dommages
- Implication des populations concernées (en premier lieu les usagers) dans la conception des politiques drogues

COORDINATION ET REPRESENTATION

Communication

« DEPENDANCES » ARBORE UN NOUVEAU LOOK ET OUVRE SES ARCHIVES SUR INTERNET !

Pour fêter ses dix ans d'existence, la revue «dépendances», étroite collaboration entre le GREA et l'ISPA, a changé de look en 2008. Par ailleurs, le Comité de rédaction a décidé d'ouvrir ses archives sur Internet, afin de valoriser les articles déjà parus. Les numéros publiés depuis plus d'une année sont dorénavant disponibles au format pdf en ligne et gratuitement sur les sites du GREA (rubrique « dépendances ») et de l'ISPA.

En 2008, trois nouveaux numéros sont venus compléter la collection :

- n°34 « Addiction et spiritualité »
- n°35 « Dépendances et milieu carcéral »
- n°36 « Peut-on rationaliser la prise en charge ? »

GREA-INFO

Le bulletin d'information du GREA a paru quatre fois en 2008. Nous avons conservé sa formule « papier » à raison de 500 exemplaires par tirage. Des nouvelles de l'association comme du monde des addictions font de ce bulletin un outil d'information très apprécié.

Le GREA-Info est également consultable sur le site Internet du GREA.

SITE INTERNET

Le GREA a continué à développer son site Internet. Outil d'information dynamique, le site du GREA est un moyen d'être tenu informé en tout temps sur les activités du GREA comme sur le champ des addictions. Le programme de formation est maintenant en ligne, possibilité d'inscription, supports de cours, ainsi qu'un espace interactif dédié spécialement aux plateformes qui gèrent chacune leur blog respectif.

Le trafic sur le site Internet du GREA a encore augmenté en 2008 avec une moyenne de 3800 visiteurs par mois, pour un peu plus de 500'000 requêtes par an.

Tout en restant fidèle aux outils d'information «papier», le GREA a de plus en plus souvent recours aux technologies numériques et utilise avec réussite les technologies modernes.

MEDIAS

Le GREA est resté très actif en 2008 dans le paysage médiatique suisse – en particulier romand – avec plus de 50 apparitions. Tant à la radio, à la télévision que dans la presse écrite, le GREA a défendu, dans l'actualité abondante de cette année, les intérêts des professionnels du champ des addictions.

Partenariats

PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LE FACHVERBAND SUCHT

Les Comités du Fachverband Sucht et du GREA ont adopté un protocole d'accord entre nos deux associations « sœurs ». Ce document vient institutionnaliser un certain nombre de pratiques de collaboration mises en place ces dernières années. Il consolide ainsi le rapprochement des organisations professionnelles suisses, qui disposent dorénavant d'une base formalisée pour leur collaboration.

CPA-NAS

L'ancienne « Communauté nationale de travail politique de la drogue », CPD, a changé de nom en 2008 et élargi son horizon. Elle se nomme dorénavant « Coordination politique addictions ». En son sein se regroupent toutes les associations concernées par les addictions. Cet organe offre une interface très importante entre le champ des addictions et d'autres domaines de la société civile, raison pour laquelle le GREA a continué à s'y investir fortement.

AUTORITES FEDERALES

Le GREA a continué à entretenir des relations approfondies avec les différents offices fédéraux en lien avec la problématique des addictions. En premier lieu l'OFSP, mais aussi Infodrog, l'Office fédéral de la Justice ou encore la Régie fédérale des alcools.

RESEAU ADDICTIONS

Outre ses membres et les différentes institutions du domaine, le GREA maintient également des relations privilégiées avec les associations du champ des dépendances, comme le Collège Romand de Médecine des Addictions (CoRoMA), la Société Suisse de Médecine des Addictions (SSAM) ou la Coordination Romande des Institutions Dépendances (CRIAD). La longue histoire de collaboration et de complémentarité avec l'ISPA continue également, à la grande satisfaction de notre association.

REPRESENTATION DES USAGERS DE DROGUES

Contrairement aux autres pays européens, la Suisse n'a pas de structure forte représentative des usagers de drogues. Du coup, leur parole est souvent éliminée des débats politiques et professionnels. Pour débattre de cette question, le GREA et les institutions romandes de réduction des risques ont organisé une rencontre sur les groupes d'auto-support pour les usagers, le 23 mai au Passage à Lausanne. Le fondateur de Méta d'Âme (association québécoise) ainsi qu'un représentant d'ASUD (France) y ont présenté leur action.

PRISES DE POSITION / COMMUNIQUES

Le GREA a exprimé ses positions à plusieurs reprises en 2008. Ces prises de position ont été le plus souvent médiatisées et relayées auprès des autorités concernées.

29.01.2008

Déclaration commune entre le FACHVERBAND SUCHT, la SSAM et le GREA sur une politique cohérente des addictions

11.04.2008

Communiqué de presse sur le référendum lancé contre la LStup

20.02.2008

Le GREA prend position sur la politique drogue et les droits humains

17.04.2008

Communiqué de presse de la SSAM, de l'ISPA, du Fachverband Sucht et du GREA sur les tests de dépistage des drogues à l'école: la position des professionnels

25.04.2008

Communiqué des organisations concernées par les problèmes d'alcool en soutien à la politique de prévention de la Confédération, suite aux attaques de l'USAM sur la prévention

10.07.2008

Communiqué de presse « Politique drogue : inscrire dans la loi un modèle qui a fait ses preuves »

12.09.08

Communiqué de presse pour une politique en matière de drogues qui a fait ses preuves : « OUI à la révision de la LStup ! »

30.11.08

Communiqué de presse : « OUI à une politique drogue tournée vers l'avenir ! »

Engagement politique au niveau national

L'activité politique du GREA a été très intense en 2008. Le GREA a été présent dans tous les sujets d'actualité politique concernant le champ des addictions, autant d'occasions de cheminer à travers le processus démocratique suisse : référendum, initiative, consultation, etc.

LOI SUR LA PREVENTION

La consultation sur le projet de Loi sur la Prévention (LPrev) a pris fin cet automne. L'objectif ambitieux était de disposer d'une base législative unifiée sur la prévention. Le GREA a pris position en faveur de cette loi et soutient le processus, conscient que certains points organisationnels sont cependant encore à améliorer.

LOI SUR LES STUPEFIANTS (LSTUP)

Le 20 mars 2008, le Parti évangélique suisse (UDF-

EDU), soutenu par l'UDC, a lancé un référendum contre la version finale de la Loi sur les Stupéfiants (LStup). Le GREA pour la Suisse romande et le Fachverband Sucht pour la Suisse alémanique ont coordonné une campagne nationale pour soutenir l'adoption de cette loi par le peuple. Le GREA a libéré à cette occasion des ressources extraordinaires. Cet effort n'a pas été vain puisqu'une coalition interprofessionnelle sans précédent s'est engagée dans cette campagne avec le résultat positif que l'on sait (68% d'avis favorables). Pour la première fois, tous les cantons romands ont suivi l'avis majoritaire et les 23 cantons ont accepté la politique des 4 piliers, enfin ancrée dans la loi !

INITIATIVE POUR LA REGLEMENTATION «CHANVRE»

Bien que favorable à l'initiative, le GREA a travaillé longuement à la promotion d'un contre-projet à l'initiative, mais ce dernier n'a pas trouvé de majorité au Parlement. Le peuple suisse s'est donc exprimé sur l'initiative « pour une politique raisonnable en matière de chanvre ». Conformément aux décisions prises lors de ses assemblées générales, le GREA a fait de la LStup sa priorité et n'a été présent que de manière subsidiaire dans la campagne pour cette initiative, finalement rejetée par le peuple suisse (63%).

La question de la réglementation de l'usage de cannabis n'est pas classée pour autant.

Le 30 novembre 2008, pro jeunesse, le Conseil suisse des activités de jeunesse et l'association des enseignants (LCH) ont lancé une proposition pour une réglementation du chanvre en Suisse. Le Parlement devra donc certainement se remettre au travail. Le GREA a constitué un groupe de réflexion pour préciser ses recommandations en matière d'intervention précoce dans ce cadre.

PROGRAMME NATIONAL ALCOOL 2008-2012

La large consultation sur le Programme National Alcool (PNA) a pris fin en janvier 2008. Le GREA a pris fermement position pour ce programme, qui donnerait enfin à la Suisse une politique cohérente en la matière. A notre connaissance, nos partenaires du réseau socio-sanitaire ont largement plébiscité ce programme. Le PNA a été adopté par le Conseil fédéral le 18 juin 2008.

PROGRAMME NATIONAL TABAC 2008-2012

Le GREA a participé aux travaux du Programme National Tabac. Il a fait part de son soutien au processus, ainsi qu'aux mesures de protection contre la fumée passive. Il a cependant fait remarquer à l'Office le peu de place réservée aux fumeurs dans le document et propose de porter davantage d'attention aux questions de stigmatisation et de réduction des risques, dans une logique de cohérence générale de la politique des addictions.



LStup!

Barbara Broers,

*Médecin adjoint au Département de Médecine
Communautaire des Hôpitaux Universitaires de Genève*

Pour des « gens du terrain », se lancer dans la participation à une campagne politique est l'apprentissage d'un nouveau métier. Comment militer pour réunir une majorité ? Quel type d'action et à quelle fréquence, quel slogan, quel matériel de campagne (choc ou soft), quelles personnes clé contacter a priori, quelle spécificité cantonale dans l'action? Grâce à une action collective autour du GREA, nous avons pu nous mobiliser tous ensemble et bénéficier des expertises croisées des uns et des autres, rendues efficaces grâce à une coordination efficace des actions aux niveaux régional et national.

La campagne fut donc l'occasion pour les acteurs du terrain de se rencontrer, se rappeler ou mettre à jour des valeurs communes, de comprendre l'intrication politique de notre activité, de parler avec nos voisins, amis et des inconnus sur le sens et le pourquoi de notre travail. L'interface avec la société civile, cette proximité avec les acteurs de la société de demain: parents, jeunes, etc, représente certainement une nouvelle étape pour la question des addictions. Un dialogue constructif hors du champ habituel des spécialistes permettait d'affirmer: «l'addiction, ce n'est pas que les autres !».

Nos «clients-patients» ont été des acteurs extrêmement importants pendant la campagne et je pense que, pour beaucoup d'entre nous, cela nous a permis de changer nos représentations des usagers.

Sans votation en vue, comment faire pour que cet élan ne se perde pas? Un nouveau défi pour le GREA et pour les professionnels des addictions.

Merci au GREA d'avoir permis au réseau romand de se reconstituer et de contribuer si largement au succès de la votation!

La votation LStup, un combat gagné par les professionnels !

REPRESENTATION INTERNATIONALE

L'investissement du GREA au niveau international vise à soutenir les efforts des acteurs qui tentent d'infléchir les positions des organisations internationales en la matière. Même si ces décisions peuvent paraître éloignées de notre pratique, elles ont une importance déterminante dans nos politiques publiques. La Suisse est en effet signataire d'un certain nombre de conventions, qui sont autant de conditions cadres qui déterminent notre réalité. La Suisse, en tant que pays qui possède une expérience reconnue dans la gestion des problèmes de drogue, se doit de contribuer à ce mouvement et d'apporter son soutien à la démarche.

Outre les travaux décrits ci-dessous, le GREA continue de collaborer avec les différents organismes suivants: Association des intervenants en toxicomanie (ERIT), l'IHRA (International Harm Reduction Association), l'Observatoire Européen des Drogues et Toxicomanies (OEDT), le Portail francophone d'appui aux professionnels (géré par le CRAN) et la Conférence latine de réduction des risques (CLAT). Le partenaire international du GREA pour 2008 aura été l'International Drug Policy Consortium (IDPC). Cette coalition mondiale d'une trentaine d'ONG rassemble les principaux acteurs internationaux qui font la promotion d'une politique drogue humaniste basée sur des faits au niveau des organisations internationales.

TRAVAUX SUR LA REVISION DE LA POLITIQUE DES NATIONS UNIES SUR LES DROGUES ILLEGALES

En 1998, la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le problème mondial des drogues (UNGASS) adoptait une déclaration pour lutter contre la drogue. Ce document, d'inspiration américaine, met l'accent principalement sur la répression. L'année 2008 a vu une évaluation des progrès constatés sur le terrain. Le GREA a participé aux rencontres régionales à Budapest en janvier (représenté par Pascal Roduit) et à la rencontre finale à Vienne en juillet. A ces occasions, il représentait les organisations membres de la CPANAS (Fachverband Sucht, ISPA, SSAM, etc.) et parlait au nom de l'ensemble des professionnels suisses des dépendances (voir l'éclairage).

CND : COMMISSION DES STUPEFIANTS

La Suisse est l'un des 53 membres du sous-groupe des Nations Unies sur les drogues, la CND (Committee on Narcotics and Drugs). Au vu de son histoire dans le domaine, notre pays se doit de jouer un rôle moteur dans le processus de révision de l'UNGASS cité ci-dessus.

Le système international doit aujourd'hui se mettre en conformité avec les textes fondamentaux concernant les droits humains. En effet, il est beaucoup plus préoccupé

par la stigmatisation d'Etats qui ne mettent pas la priorité sur la logique répressive (Pays-Bas, Suisse, etc.) que par le respect du droit international en matière de droits humains. Pour faire connaître ses positions et ses revendications, le GREA a publié une prise de position en la matière. Parallèlement aux travaux de Beyond 2008, le GREA participe également à la sensibilisation de la CND en vue d'une amélioration des conditions cadres de la régulation mondiale des drogues illégales. En mars 2008, lors de la dernière réunion de la sous-commission des Nations Unies sur les drogues à Vienne, une résolution intitulée "Proper integration of the United Nations human rights system with international drug control policy" (intégration de la politique drogue avec le système des Nations Unies sur les droits humains) a été adoptée. Implicitement, elle dit donc que, même en cas de consommation de produits, les hommes restent des citoyens soumis à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La résolution a été présentée par l'Uruguay, la Bolivie, l'Argentine et la Suisse. Fatigué d'être sans cesse mis au pilori pour sa politique sur les drogues, notre pays a donc adopté une attitude plus combative sur ce dossier.

PERSPECTIVES

RESPONSABILITE POLITIQUE DES PROFESSIONNELS

L'année 2008 en aura été la démonstration. Quand les professionnels des addictions sont soudés et unis, que leur message est clair, la population est prête à les suivre, même sur des sujets complexes. La remarquable union sur la LStup a été considérée par de nombreux observateurs comme le facteur déterminant de la campagne. Cette réalité est source de fierté pour l'ensemble du réseau. Elle doit se doubler également d'un sens des responsabilités lors de combats futurs, qui ne manqueront pas.

NOUVEAUX BESOINS ET NOUVELLES PRESTATIONS

L'évolution des populations qui consomment des produits fait évoluer l'offre de prestations dans le domaine des addictions. Dopage, performance, santé mentale, mais aussi accroissement des inégalités et stigmatisation, sont autant de sujets brûlants qui vont continuer à occuper le réseau professionnel. Les conditions cadres de la vie en groupe se sont en partie durcies, rendant difficiles pour de nombreuses personnes le respect d'une certaine qualité de vie. Le réseau professionnel doit continuer à penser à de nouvelles solutions pour la prise en charge tout en militant activement pour leur intégration dans la société moderne.

POLITIQUE INTEGREE DES ADDICTIONS

La politique des addictions reste un rêve éloigné pour la Suisse. Cependant, avec le modèle du cube de la CFLD, les mentalités changent gentiment. La Confédération a délibérément choisi de stimuler ce processus, en organisant par exemple l'Académie des dépendances (Sucht Akademie) ou le projet conjoint des commissions fédérales «Leitbild Sucht». Sur le terrain cependant, cette vision est déjà une réalité. Au-delà des différences fondamentales qui existent entre les produits (biologiques, sociales, culturelles), les processus d'addictions partagent de nombreux points communs. C'est au réseau de se saisir de ces nouveaux concepts pour les porter vers une nouvelle vision des dépendances, qui nous permettra enfin d'adopter un discours cohérent vers l'extérieur, un discours qui puisse être compris par le public, souvent perplexe devant les différences encore perceptibles selon les produits.

VERS DES CHANGEMENTS IMPORTANTS SUR L'ALCOOL

L'alcool va assurément occuper une place importante dans les débats politiques futurs. Avec les refontes de la Loi sur l'Alcool et la Loi sur les Denrées Alimentaires, ce sont toutes les bases législatives suisses du domaine qui sont en révision. La mise en œuvre du Programme

National Alcool va également apporter des changements importants dans les cantons. Le GREA compte suivre de près les débats et y faire valoir l'expertise des professionnels.

UN RESEAU FORT EN LIEN AVEC L'EXTERIEUR

L'année 2008 aura également vu une forte augmentation du nombre de membres de notre association. Cette évolution permet à notre association de revendiquer une plus grande légitimité et une meilleure représentativité. A la veille d'accepter les institutions comme membres de soutien, le GREA se doit de continuer sur cette lancée et veiller à rester une plateforme d'échanges au service de ses membres et de ses partenaires. Le GREA va également continuer d'officialier comme interface entre les spécialistes des addictions et les personnes concernées de manière plus ponctuelle. On note à cet égard une augmentation de l'intérêt pour les problématiques d'addiction dans le champ socio-sanitaire élargi.

Finances

Bilan au 31 décembre 2007	Actifs	Passifs
Caisse	558.80	
CCP	108'046.62	
Livrets épargne : 10ème anniversaire	6'152.70	
Raiffeisen cpte sociétaire	145'590.60	
Débiteurs	8'180.50	
Impôt anticipé à récupérer	523.78	
Actifs transitoires	92'464.60	
Titres	200.00	
Mobilier-matériel de bureau	6'833.39	
Créanciers		38'385.03
TVA due		6'776.03
Passifs transitoires		41'406.86
Fonds mandat Alcochoix+		20'756.46
Fonds communication		17'963.58
Fonds formation		14'000.00
Fonds réserve "Femmes dépendances"		6'000.00
Réserve projet de prévention		30'000.00
Réserve pour équipement		8'171.00
Réserve campagnes politiques		11'169.85
Réserve plan social		72'983.12
Capital de départ		91'167.55
Excédent de produits 2007		9'771.51
Capital au 31.12.2007		100'939.06
	368'550.99	368'550.99

Bilan au 31 décembre 2008	Actifs	Passifs
Caisse	1'882.70	
CCP	150'823.60	
Livrets épargne : 10ème anniversaire	6'187.70	
Raiffeisen cpte sociétaire	146'748.85	
Débiteurs	12'675.45	
./. Provision pour pertes s/ débiteurs	-200	
Impôt anticipé à récupérer	676.70	
Titres	200.00	
Actifs de régularisation	54'629.10	
Compte d'attente	1'072.40	
Mobilier d'exploitation	8'200.00	
Matériel de cours	4'360.00	
Créanciers		40'363.13
TVA due		12'662.24
Passifs de régularisation		29'630.00
Fonds mandat Alcochoix+		20'362.42
Fonds "film documentaire"		15'000
Argumentaire RDR		8'000.00
Fonds communication		17'963.58
Fonds formation		14'000.00
Fonds réserve "Femmes dépendances"		6'000.00
Réserve projet de prévention		30'000.00
Réserve pour équipement		8'171.00
Réserve campagnes politiques		20'941.36
Réserve plan social		72'983.12
Capital au 31 décembre		91'167.55
Excédent de produits 2008		12.10
	387'256.50	387'256.50

Compte de Pertes et Profits 2008

	Réalisés
Recettes	
Produits	2'865.99
Produits divers	32'271.95
Formations GREA	105'946.46
Mandats	264'694.04
Subventions	215'000.00
Produits financiers	1'947.65
Total	622'726.09

	Réalisés
Dépenses	
Colloques	1'039.12
Charges GREA	48'297.95
Charges Plateformes	7'157.57
Coordination	13'708.64
Communication	5'564.47
Projets	4'473.53
Mandat consommation contrôlée	12'309.64
Charges de personnel	357'323.22
Charges sociales	80'320.10
Frais de personnel	10'470.42

	Réalisés
Dépenses	
Charges de locaux	14'828.75
Assurances-choses, droits et taxes	382.55
Charges d'administration et d'informatique	31'564.13
Autres charges d'exploitation	4'690.76
Frais financiers	340.78
Amortissements et attribution provision	5'807.38
Produits extraordinaires	- 4'790.02
Charges extraordinaires	29'225.00
Excédent de produits 2008	12.10
Total	622'726.09

L'équipe

Nathalie Clémenti, *jusqu'en juillet 2008, chargée de programme*

Marie-Claude Eisenring, *secrétaire*

Isabelle Girod, *responsable de formation*

Valérie Quincieu, *médiamaticienne*

Frédéric Richter, *depuis août 2008, chargé de programme*

Jean-Félix Savary, *secrétaire général*

Bastien Bandi, *civiliste*

Pascal Bühlmann, *civiliste*

Damien Marquis, *civiliste*

Le comité

Viviane Prats, VD, présidente, membre du bureau

Pierre-Yves Aubert, GE, vice-président, membre du bureau

Anne François, GE, membre du bureau

Fabienne Hutin, NE, membre du bureau

Sophie Arnaud, VD

Guido Biscontin, FR

Michel Comment, JU

Jean-Alain Dubois, BE

Pierre Duffour, FR

Thierry Humair, NE

Thierry Radermecker, FR

Gérald Thévoz, GE

Philippe Vouillamoz, VS

Pour plus d'informations, rendez-vous sur
www.grea.ch



Groupement Romand d'Etudes des Addictions

Rue des Pêcheurs 8, case postale 638, 1401 Yverdon

Tél. +41 24 426 34 34 Fax +41 24 426 34 35

E-mail : info@grea.ch

Avec le soutien:

Canton de Berne
Canton de Fribourg
République et canton de Genève
République et canton du Jura
République et canton de Neuchâtel
Canton du Valais
Canton de Vaud
Conférence Latine des Affaires Sociales et Sanitaires
Confédération Suisse, Office Fédéral de la Santé Publique
Groupe d'experts Formation Dépendances
Infodrog
Lausanne Région
Loterie Romande